

traitées ? Comment réagiront-elles aux nouvelles pressions exercées sur elles pour forcer leur assimilation ?

À la mi-septembre, les Estoniens ont manifesté en masse contre un projet de loi qui donnerait aux résidents non estoniens le droit d'opter pour la citoyenneté estonienne. Un groupe appelé le Congrès d'Estonie, qui organisait les manifestations, exigeait que les personnes qui ne détenaient pas la citoyenneté estonienne dans l'entre-deux-guerres (ou qui ne pouvaient se réclamer d'ancêtres estoniens) aient à faire une demande de citoyenneté. Ce type de nationalisme « exclusif », même s'il n'atteint pas la politique gouvernementale, peut facilement empoisonner le terrain sur lequel les nouvelles institutions démocratiques sont édifiées. Il risque aussi de provoquer une émigration massive des Russes et d'autres minorités, ce qui propagerait les tensions en intensifiant la revendication de ressources peu abondantes dans des pays voisins.

Le processus de réforme économique peut rendre des compromis inter-ethniques encore plus difficiles. La construction sur le territoire balte d'énormes usines industrielles d'État était commandée par la machine économique stalinienne atteinte de gigantisme et dont la stratégie consistait à relier toutes les régions entre elles par un réseau d'entreprises exerçant un semi-monopole. Ces usines ont injecté quantité de Russes dans la région balte à mesure que les ministères moscovites chargés de l'économie recrutèrent de la main-d'œuvre pour les nouveaux géants. Les recrues russes atténuèrent considérablement le poids des nationaux estoniens et lettons, renforçant la détermination des populations autochtones à résister farouchement à toute assimilation à la culture russe et soviétique. Dans certains endroits, les Russes constituent aujourd'hui le gros de la main-d'œuvre.

Lorsque ces usines et entreprises seront privatisées, rationalisées ou scindées en plus petites unités, il est presque certain qu'il y aura du chômage et que des ouvriers devront aller ailleurs ; or, dans certaines régions, les Russes seront les principales victimes. Les épreuves que réserve la réforme économique pourraient donc être considérées comme les signes d'une discrimination ethnique et ajouter des tensions ethniques à la longue liste des autres souffrances qui iront de pair avec la métamorphose économique et politique. En dernière analyse, cependant, il se peut fort que les Baltes soient capables de gérer ces heurts avec une relative civilité, comme leur combat non violent pour l'indépendance de ces deux dernières années l'a déjà démontré. Toutefois, ailleurs dans l'ancienne URSS, les tensions prennent déjà ou risquent de prendre un tour plus agressif.

SI L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT A PERMIS AUX BALTES de faire valoir leur vieille revendication d'indépendance, les lendemains radicaux du putsch ont fourni à des dirigeants d'autres républiques des raisons différentes d'entrer dans la ronde indépendantiste. Deux événements ont revêtu une importance particulière. Premièrement, si la défaite des putschistes a été une victoire pour la Russie, comme on le clame haut et fort là-bas et à

l'étranger, elle a presque aussitôt réveillé le spectre d'un nationalisme russe revigoré qui prendrait des formes imprévisibles. Le 26 août, le cabinet de Boris Eltsine a fait savoir que les questions frontalières pourraient être ouvertes (sauf avec les pays baltes) si d'autres républiques insistaient pour accéder à l'indépendance. Cette déclaration montrait que le héros du mois d'août ne pouvait porter les deux chapeaux, celui de protecteur des intérêts russes et celui de protecteur de tous les voisins de la Russie.

En outre, des membres du gouvernement russe qui avaient prouvé leur loyauté envers la constitution ont été catapultés à des postes du gouvernement central laissés vacants par les complices des putschistes. De prime abord, le nouveau gouvernement central semblait représenter le gouvernement russe. Les groupes non russes qui sont restés à l'intérieur de l'union pourraient fort se trouver réduits au rôle de sous-fifres dans une version révisée de l'ancien empire soviétique. De plus, s'ils ne se sont pas joints au mouvement indépendantiste, leur pouvoir de négociation risque d'être affaibli par la suite quand la Russie essaiera de ramener les « brebis égarées » dans le giron de l'union.

UN DEUXIÈME FACTEUR A EFFRAYÉ QUELQUES-UNS des dirigeants les plus conservateurs des républiques (par exemple, en Ouzbékistan, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan et, enfin, au Turkménistan). Ces dirigeants, qui étaient simultanément à la tête du Parti et du gouvernement dans les républiques, se sont sentis directement menacés lorsque le Congrès des députés du peuple de l'URSS a suspendu toutes les activités dudit Parti après le coup d'État. Pour ne pas avoir pris nettement position ou pour avoir ouvertement appuyé les putschistes, ils marchaient déjà sur des oeufs depuis l'échec du coup d'État. Ils essayaient de sauver leur propre base de soutien politique en sauvant ces mêmes organisations communistes et les bureaucraties en place.

Tandis que ces dirigeants arboraient leurs casquettes nationalistes, certains abandonnaient le navire du Parti, d'autres s'en sortaient en adhérant à des partis nouvellement formés, succédant locaux du vieux communisme central, et d'autres encore étaient évincés du pouvoir par leurs parlements, car leur comportement compromettant était trop évident pour garantir ne fût-ce qu'un minimum de crédibilité. À l'opposé de ce qui se passait dans les pays baltes, le soutien déclaré de l'élite à l'indépendance traduisait en l'occurrence une tentative pour conserver d'anciennes relations au pouvoir au lieu d'en forger de nouvelles. Le nationalisme des dirigeants n'avait pas grand chose à voir avec des aspirations à l'autodétermination nationale et à la démocratie mais beaucoup avec la préservation d'une élite.


Dans ces régions, la révolution sociale en est à ses premières étapes ou reste à déclencher, mais jusque-là, il ne faudrait confondre l'indépendance ni avec une stratégie clairement définie pour

l'autodétermination nationale ni avec la souveraineté populaire. Néanmoins, les événements de ces derniers temps au Tadjikistan démontrent que des manifestations populaires peuvent obliger les partis communistes de ces républiques à faire des concessions, bien que l'on ne sache pas vraiment où cela mènera. Au Kirghizistan, contrairement au reste des républiques d'Asie centrale, c'est quelqu'un qui n'appartient pas à la *nomenklatura* et qui a une réputation de démocrate – Askar Akaev – qui est président depuis octobre 1990. Il s'est, de plus, démarqué des putschistes dès le début.

EN BIÉLORUSSIE (QUI S'EST REBAPTISÉE « RÉPUBLIQUE DE BIÉLORUSSIE » le 19 septembre 1991), les événements ont pris un tour plus compliqué. Les soviétologues ont longtemps compté les Biélorusses, dont l'histoire et la culture présentent de nombreux points communs avec celles des Russes voisins, parmi les candidats les moins probables à de sérieuses aspirations séparatistes. Jusqu'à récemment, les mouvements d'opposition étaient bridés. Cependant, la résistance populaire à l'ordre établi a surgi en avril 1991, lorsque Moscou a décrété une hausse des prix d'en moyenne 170 p. 100 dans les magasins d'État, que l'approvisionnement ne s'est pas amélioré et que les salaires n'ont augmenté que de 60 roubles par mois, le salaire moyen mensuel étant de 300 roubles.

À Minsk, capitale de la Biélorussie, les travailleurs excédés ont exigé de nouvelles élections dans la république et la démission du gouvernement central. Avec le Front populaire de Biélorussie, mouvement d'opposition, le nouveau Comité de grève de Minsk a élargi l'assise sociale du chorus anticommuniste, qui était en grande partie constitué de membres de l'*intelligentsia*. Les sentiments indépendantistes ont été renforcés par la piètre gestion centrale de l'économie. Là comme ailleurs, la population a commencé à se dire qu'elle ne pouvait guère faire pire que l'équipe du Kremlin et qu'elle pourrait sans doute faire beaucoup mieux. Le gouvernement biélorusse a lui-même commencé à sentir les tensions. Le jour du coup d'État, ceux qui étaient membres du Parti au moment de leur élection (quelque 85 p. 100 des députés du parlement) étaient déjà de plus en plus partagés sur la bonne stratégie à adopter, même si la direction du parlement était encore aux mains de communistes loyaux envers le Parti.

Au moment du putsch, les organes centraux du Parti ont exprimé leur soutien au Comité d'urgence. La position du Parti en a été d'autant plus délicate à l'effondrement du putsch, non seulement parce que sa direction était au moins complice par passivité, mais aussi parce que M. Gorbatchev avait ostensiblement abandonné le navire en démissionnant de ses



*Dans certaines  
des anciennes  
républiques, les  
dirigeants ne sont  
nullement rompus  
aux rouages des  
négociations, des  
marchandages et  
des compromis.*